Guerre en Ukraine : Les élites réactionnaires, les positions du Sud global n’expriment pas une « conscience anticoloniale »

samedi 20 mai 2023, par KARADJIS Michael (Date de rédaction antérieure : 13 janvier 2023).

« À maintes reprises, on nous a dit que le « Sud global » – c’est-à-dire le monde en développement composé en grande partie d’anciennes colonies – ne soutenait pas la résistance de l’Ukraine à l’invasion coloniale barbare de la Russie, ou même qu’il soutenait la Russie. (…) Au-delà du problème mathématique – 140 pays ont voté pour condamner l’invasion russe, dont la grande majorité se trouve dans le Sud, et seulement cinq ont voté contre – il y a un problème plus important : l’amalgame entre les classes dirigeantes, les gouvernements et souvent les dictatures et les populations de ces pays (…). »

Sommaire

- Tout d’abord, les faits
- La ceinture sous-impérialiste
- Oui, l’hypocrisie occidentale
- Qu’en est-il des peuples (…)
- Le sous-impérialisme

À maintes reprises, on nous a dit que le « Sud global » – c’est-à-dire le monde en développement composé en grande partie d’anciennes colonies – ne soutenait pas la résistance de l’Ukraine à l’invasion coloniale barbare de la Russie, ou même qu’il soutenait la Russie. Selon cette interprétation de la réalité, le soutien à l’Ukraine est entièrement un projet de l’Occident impérial, et ce fait même est une raison de plus pour que les anciennes colonies des États impérialistes occidentaux ne veuillent pas être du côté de leurs anciens maîtres coloniaux.

Au-delà du problème mathématique – 140 pays ont voté pour condamner l’invasion russe, dont la grande majorité se trouve dans le Sud, et seulement cinq ont voté contre – il y a un problème plus important : l’amalgame entre les classes dirigeantes, les gouvernements et souvent les dictatures et les populations de ces pays, comme si les personnes abattues par un régime d’exploiteurs avaient automatiquement les mêmes opinions que leurs oppresseurs, parce qu’ils sont tous des « habitants du Sud ». Bien qu’une telle hypothèse ennuyeusement pédante soit normale dans les médias grand public et le discours politique bourgeois, il devrait être une seconde nature pour toute personne proclamant une sorte d’idéologie socialiste ou même vaguement de gauche ou progressiste qu’un tel discours est une absurdité inconcevable.

« Seules les nations blanches soutiennent l’Ukraine, les peuples noirs et bruns du monde refusent de soutenir la “guerre de l’OTAN” contre la Russie », m’ont affirmé des forces de gauche occidentales, supposant parler au nom de plusieurs milliards de personnes sur plusieurs continents, alors qu’elles ne parlent en fait qu’au nom de leurs tortionnaires.

Cet essai examinera d’abord les faits, à savoir qui a voté quoi et pourquoi, et notera la nature

largement sous-impériale des principaux États qui se sont soit abstenus de voter pour condamner la Russie, soit ont formellement voté pour condamner mais ont été, à d'autres égards, pro-russes dans la pratique ; il comparera ensuite cela aux opinions massivement anti-russes et pro-ukrainiennes de leurs populations, démentant les affirmations selon lesquelles ces abstentions étaient le « reflet » de prétendues opinions « anticoloniales » parmi les peuples du Sud. Pour ce faire, nous examinerons divers sondages d'opinion populaire. Bien qu'il soit difficile de se porter garant de la validité et de la fiabilité de ces enquêtes sans une recherche plus approfondie, leur variété même, ainsi que les résultats largement similaires, suggèrent que des conclusions provisoires peuvent être tirées.

Tout d'abord, les faits

Avant d'examiner ce que les gens pensent réellement, établissons d'abord les faits concernant les votes de ces pays et les points de vue des gouvernements et des élites dirigeantes, car les affirmations ne sont même pas confirmées à ce niveau.

Comme la plupart des mythes, ces affirmations sont basées sur des bribes de vérités et des demi-vérités. Le vote de l'Assemblée générale des Nations unies condamnant l'invasion russe en mars et celui, plus récent, condamnant le vol pur et simple d'un cinquième de l'Ukraine par la Russie ont été soutenus par plus de 140 pays, contre cinq, tandis que quelque 35 pays se sont abstenus dans chaque cas. Étant donné que la quasi-totalité de la trentaine de nations « blanches » du Nord mondial (pays européens, Amérique du Nord, Australasie) ont voté pour la condamnation, cela signifie que tous ceux qui se sont abstenus étaient du Sud mondial – même s'ils étaient largement surpassés en nombre par l'écrasante majorité des pays du Sud qui ont voté pour la condamnation. Sur les cinq qui ont voté contre les deux fois, deux étaient des pays « blancs » du Nord – la Russie et la Biélorussie, bien sûr – tandis que trois étaient du Sud : le régime génocidaire d'Assad en Syrie, dont l'existence dépend de Poutine, le grotesque régime en Corée du Nord et, la première fois, la dictature extrêmement répressive en Érythrée et, la deuxième fois, le régime de renégats d'Ortega au Nicaragua.

En d'autres termes, même sur cette seule base, nous pouvons dire qu'au sein du Sud global, plus de 100 nations ont condamné l'invasion et les annexions, tandis que trois les ont soutenues.

Si, comme nous le verrons, certains pays qui se sont abstenus, comme le régime de Modi en Inde, l'ont fait parce qu'ils sympathisaient avec Moscou, beaucoup d'autres n'avaient peut-être pas cette sympathie, mais pour des raisons diplomatiques ou économiques – liées à leur pauvreté relative – ils ont estimé qu'ils ne pouvaient pas voter ouvertement pour condamner la Russie, souvent en raison de relations économiques importantes avec la Russie ou avec la Chine.

Par ailleurs, l'autre élément de vérité est que seuls les pays occidentaux ont envoyé des armes à l'Ukraine et ont appliqué des sanctions économiques à l'encontre de la Russie, malgré les votes massifs en faveur de la condamnation de l'invasion russe. Toutefois, cela n'est guère surprenant pour de nombreuses raisons : les principaux fournisseurs (et producteurs) d'armes dans tout conflit sont les pays les plus riches (les pays occidentaux et la Russie), et ils sont suffisamment riches pour fournir de grandes quantités d'armes. En outre, seuls les pays du Nord peuvent se permettre de souffrir de sanctions à l'encontre d'un grand pays comme la Russie, alors que dans le Sud, l'imposition de sanctions serait souvent synonyme de souffrances impossibles à supporter, compte tenu notamment de l'importance de la Russie sur les marchés mondiaux de l'alimentation, des engrais et de l'énergie ; enfin, la guerre en Ukraine se déroule en Europe et il est donc logique que les nations européennes soient plus directement concernées que les autres, de la même manière que les nations africaines se sont toutes opposées au régime d'apartheid en Afrique du Sud et que tous

les États arabes ont apporté un soutien officiel à la Palestine.

La ceinture sous-impérialiste ambivalente

Alors que, comme nous le verrons, certains pays qui se sont abstenus sont de simples néocolonies russes soumises à des formes d'occupation violente (par exemple, le Mali et la République centrafricaine), il existe un bloc d'États relativement puissants qui se sont soit abstenus lors de tous les votes (Chine, Inde, Iran, Afrique du Sud), soit abstenus lors de certains votes (Brésil, Émirats arabes unis, tous deux lors de votes au Conseil de sécurité), ou encore qui se sont abstenus lors d'autres votes, tous deux lors de votes au Conseil de sécurité, soit ont officiellement voté pour la condamnation afin de satisfaire leurs relations avec Washington, mais ont en pratique agi de toutes les manières possibles pour démontrer l'importance qu'ils accordent à leurs liens avec Moscou et le manque d'engagement vis-à-vis de leurs votes (Israël, Arabie saoudite et, dans une certaine mesure, Turquie).

À l'exception de la Turquie, qui a fourni des drones Bakhtiar à l'Ukraine, aucun des autres « alliés des États-Unis » au Moyen-Orient (Israël, Émirats arabes unis, Saoudiens) n'a contribué à fournir des armes à l'Ukraine ou n'a imposé de sanctions à la Russie. Après que l'Occident a imposé des sanctions pétrolières à la Russie, faisant grimper le prix du pétrole en flèche, les États-Unis ont cherché à convaincre leurs alliés saoudiens et du Golfe d'augmenter l'offre de pétrole pour stabiliser les prix ; à l'époque, les dirigeants saoudiens et émiratis auraient « décliné les demandes des États-Unis de parler à Joe Biden ». Après la visite discrète de Joe Biden en juillet en Arabie saoudite dans l'espoir de rallier les Saoudiens à sa cause, ces derniers ont réagi en octobre en amenant l'OPEP à réduire sa production de pétrole de 2 millions de barils par jour, maintenant ainsi les prix à un niveau élevé à leur propre avantage et à celui de la Russie. Pour doubler l'insulte, les Saoudiens ont terminé l'année en accueillant somptueusement le Chinois Xi Jinping en décembre et en signant un « partenariat stratégique ». Quant à la Turquie, « ne pas se joindre aux sanctions pour garder la diplomatie ouverte » signifie apparemment accepter le plan de la Russie de transformer la Turquie en une plaque tournante du gaz russe, tout en bloquant les demandes d'adhésion à l'OTAN de la Suède et de la Finlande.

Dans le cas d'Israël, l'ancien (et à nouveau actuel) dirigeant d'extrême droite Benjamin Netanyahu a longtemps cultivé des liens étroits avec Poutine. Il n'est donc pas surprenant que son successeur tout aussi ultra-droitier, le premier ministre Naftali Bennett, ait été le premier « dirigeant mondial » à effectuer une visite de haut niveau à Moscou pour rencontrer Poutine peu de temps après l'invasion. La première déclaration de Bennett affirmait le droit de l'Ukraine à la souveraineté, mais ne mentionnait pas la Russie. Suite aux pressions américaines, le ministre des affaires étrangères et sioniste plus « centriste », Yair Lapid, a émis une condamnation officielle sans enthousiasme, mais Bennett a refusé de mentionner Poutine ou la Russie dans ses déclarations ultérieures et a exigé de ses ministres qu'ils ne disent rien ; il a rejeté les demandes d'armes de l'Ukraine et a promis de bloquer toute tentative des États baltes d'envoyer des armes de fabrication israélienne à l'Ukraine. Son ministre Avigdor Lieberman, tout aussi fasciste, a ensuite refusé de condamner la Russie à la suite du massacre de Butcha, affirmant : « Je soutiens avant tout les intérêts israéliens. » Israël a également empêché les États-Unis de fournir à l'Ukraine la technologie israélienne de bouclier antimissile « dôme de fer », lors que les missiles russes oblitèrent l'Ukraine. Après que le refus d'Israël d'une demande américaine de coparrainer une démarche du Conseil de sécurité de l'ONU visant à mettre une motion de condamnation de la Russie à l'Assemblée générale ait provoqué des réprimandes de la part de Washington, Israël a voté pour à l'Assemblée générale, Bennett expliquant que la Russie comprenait la position forcée d'Israël, et la Russie a affirmé que cela n'aurait pas d'incidence sur la coopération en Syrie. Lorsque Lapid a remplacé Bennet au poste de Premier

ministre à la fin de l'année, il s'est montré plus ouvertement critique à l'égard de la Russie, mais a refusé de lui fournir des armes. Pendant ce temps, l'opposition d'extrême droite du Likoud de Netanyahou a passé l'année à critiquer le gouvernement pour avoir dit quoi que ce soit, et dans sa première déclaration, le nouveau gouvernement Netanyahou promet de « parler moins en public » au sujet de l'Ukraine.

Il ne s'agit pas de pays qui ont l'excuse d'être pauvres et donc d'avoir un faible pouvoir de négociation – Israël est une économie incontestablement « du Nord », l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis sont des superpuissances pétrolières, et la Turquie est membre de l'OCDE et, d'ailleurs, de l'OTAN. Leurs actions relèvent clairement de choix : Israël, l'Arabie saoudite, les EAU et la Turquie constituent-ils pour autant une avant-garde « anticoloniale » ? Aux côtés, en Europe même, du régime d'extrême droite d'Orban en Hongrie, le meilleur ami de Poutine au sein de l'OTAN, qui, presque seul en Europe, s'oppose aux sanctions contre la Russie et à l'envoi d'armes à l'Ukraine ? Et lorsque nous ajoutons d'autres pays dirigés par des réactionnaires d'extrême droite comme Modi en Inde et Bolsonaro au Brésil, qui sont alliés à la fois aux États-Unis et à la Russie de Poutine, nous voyons encore plus le problème que pose l'explication prétendument « anti-impérialiste ».

Nous entendons souvent dire que, malgré les chiffres des votes à l'ONU, « la majorité du monde » s'est abstenue et a donc refusé de condamner Moscou, parce qu'à elles deux, la Chine et l'Inde représentent les deux cinquièmes du monde. Si l'on ajoute d'autres grands pays abstentionnistes comme l'Iran et le Pakistan, ainsi que le Brésil qui, bien qu'ayant voté pour la condamnation, a rejeté les sanctions, tandis que Bolsonaro a déclaré sa « profonde solidarité » avec la Russie à Moscou à la veille de l'invasion, nous couvrons plus de la moitié de la population mondiale.

Mais c'est là que l'absurdité atteint son paroxysme : alors que le régime des mollahs en Iran abat chaque jour des centaines de femmes et de jeunes gens qui manifestent dans les rues contre la tyrannie, on nous demande de supposer que ceux qui sont abattus, torturés, brutalement opprimés, ont la même opinion sur l'Ukraine que le régime qui les tue. Que les Kurdes iraniens, les Arabes, les Baloutches et les autres minorités opprimées ont la même opinion que leurs oppresseurs. La population musulmane du Gujarat doit avoir la même opinion que le régime hindou-chauvin de Modi, qui a lui-même été impliqué dans l'énorme pogrom qui a eu lieu dans cet État en 2002. Que les femmes indiennes opprimées, les Dalits et les minorités sont tous d'accord avec les votes du BJP à l'ONU, aux côtés de la plus grande population du monde vivant dans la pauvreté absolue – oui, bien sûr, ils doivent tous être d'accord avec la petite bourgeoisie indienne qui proclame agressivement ses opinions pro-Moscou sur l'internet. Les millions d'habitants du Xinjiang qui souffrent du régime chinois d'assimilation forcée et de génocide culturel doivent tous être d'accord avec le régime qui leur impose cela, tout comme les centaines de millions de travailleurs exploités de la « population flottante » précaire de la Chine, ils doivent bien sûr être d'accord avec leurs exploiteurs.

L'idiotie pure et simple de ces hypothèses devrait sauter aux yeux de tout le monde. Le fait qu'une telle analyse sans classe puisse être envisagée par quiconque se réclame d'une politique de gauche ou socialiste ne fait que souligner la faillite idéologique d'une grande partie de la vieille gauche (c'est-à-dire la dégénérescence de ce qui était autrefois la « nouvelle gauche »).

Ce que ces pays et gouvernements ont en commun – la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Iran, la Turquie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et Israël – c'est leur nature subimpérialiste (ou, dans certains cas, impérialiste). Loin que leurs positions sur la guerre reflètent une quelconque conscience « anticoloniale » de leurs peuples (ou qu'elles reflètent leurs peuples opprimés et exploités), elles reflètent plutôt le positionnement géopolitique, leur position de négociation mondiale, entre les impérialismes américain, européen, russe et chinois, profitant de la guerre pour affirmer leurs propres intérêts sous-impériaux, leur influence et leurs conquêtes

régionales, ainsi que leur domination oppressive sur les colonies internes et locales.

Oui, l'hypocrisie occidentale existe ! Oui, les peuples du monde se souviennent du colonialisme !

D'accord, mais certains des points soulevés ne sont-ils pas valables en eux-mêmes ? Bien sûr, il est vrai que les puissances impérialistes occidentales qui soutiennent la résistance de l'Ukraine à l'occupation russe sont hypocrites. Aucune n'a le même point de vue concernant l'occupation brutale et illégale de la Palestine et du Golan par Israël, qui dure depuis des décennies, et sa violation massive des droits de l'homme les plus élémentaires des Palestiniens. Bien que certains gouvernements européens puissent émettre davantage de critiques par rapport au soutien inconditionnel et non critique des États-Unis à l'égard d'Israël, il n'y a jamais eu la moindre allusion à des sanctions ou à une rupture des liens. On peut citer de nombreux autres exemples, comme les bombardements monstrueux de l'Arabie saoudite au Yémen, où les réactions occidentales peuvent également aller de la condamnation au soutien, mais même dans les cas les plus condamnés, il n'y a pas de sanctions.

Il en va de même pour les actions antérieures de la Russie : ni le massacre des Tchétchènes par Poutine, ni l'horrible bombardement d'hôpitaux, d'écoles, de marchés en Syrie au nom du régime génocidaire d'Assad, ni l'annexion de la Crimée en 2014, n'ont suscité le genre de réaction que nous voyons aujourd'hui en Ukraine.

Il y a ensuite les conflits dans lesquels un très grand nombre de personnes sont tuées, comme l'assaut génocidaire de deux ans contre le Tigré par l'Éthiopie et l'Érythrée, qui a fait 600 000 morts, et que les gouvernements et les médias occidentaux traitent dans l'indifférence la plus totale. Il n'est pas surprenant que de nombreux Africains aient été offensés lorsque la ministre d'État française, Chrysoula Zacharopoulou, a demandé la « solidarité de l'Afrique » en raison de la « menace existentielle » que représente la Russie pour l'Europe.

Et bien sûr, il y a le traitement très différent des millions de réfugiés ukrainiens en Europe par rapport à celui des réfugiés de Syrie et d'ailleurs au Moyen- Orient et en Afrique.

En ce sens, nous pouvons dire que les Ukrainiens ont de la « chance » (si un tel terme peut être utilisé pour un peuple envahi et bombardé) par rapport à d'autres en termes de soutien occidental. Les puissances occidentales agissent en fonction de leurs propres intérêts, tout comme la Russie, et ceux-ci peuvent rarement coïncider avec les intérêts de la justice. Ce n'est pas la faute des hommes, des femmes et des enfants ukrainiens qui se font bombarder et tuer dans des immeubles d'habitation, si l'Occident les soutient davantage que d'autres luttes. Ils ont le droit de résister et de recevoir de l'aide d'où qu'elle vienne, comme tous les peuples qui mènent des guerres de libération et de résistance.

Mais l'argument selon lequel le rejet de l'hypocrisie occidentale explique la position ambivalente de nombreux gouvernements du Sud est très problématique. Nombre de ces gouvernements ambivalents sont violemment oppressifs et ne se soucient guère de l'hypocrisie ou des prétendus « principes » occidentaux ; ils sont souvent eux-mêmes des chefs de file de l'hypocrisie. En fait, ce sont souvent les bénéficiaires mêmes de l'hypocrisie occidentale – tels que ceux mentionnés ci-dessus, Israël, l'Arabie saoudite, l'Éthiopie – qui se sont abstenus, ont rejeté les sanctions occidentales ou ont mené des actions qui ont bénéficié à la Russie dans la pratique ; ils entretiennent de bonnes relations avec les deux blocs impérialistes. Quant à l'affirmation selon laquelle leur position reflète les opinions « anti-impérialistes » des peuples qu'ils oppriment, il n'y a

que peu ou pas de correspondance avec l'opinion populaire, comme nous le démontrerons plus loin.

On peut également affirmer que les positions ambivalentes de certains gouvernements du Sud reflètent un sentiment anticolonial : les gouvernements occidentaux qui soutiennent aujourd'hui la résistance de l'Ukraine au colonialisme russe étaient auparavant les colonialistes qui régnaient sur les peuples du Sud. En soi, cela pourrait susciter de la sympathie pour les Ukrainiens qui mènent le même combat anticolonial qu'eux ; mais comme le colonialisme russe s'est développé dans le nord de l'Eurasie, et non en Afrique, en Asie du Sud ou en Amérique latine où se trouvaient d'autres dirigeants coloniaux, ce n'est peut-être pas si évident pour les peuples du Sud. Mais encore une fois, l'idée que nombre de ces régimes réactionnaires, violents et pro-impérialistes expriment des principes anticoloniaux est risible.

Qu'en est-il des peuples du Sud ?

L'idée que les opinions et les votes à l'ONU de l'ensemble des régimes réactionnaires voyous énumérés ci-dessus représentent les opinions des peuples qu'ils oppriment est improbable par définition, du moins pour quiconque comprend le concept d'analyse de classe. Qu'est-ce qui prouve qu'il existe une correspondance entre les politiques de cette minorité de gouvernements du Sud et les opinions prétendument « anticoloniales de leurs peuples, qui s'exprimeraient en soutenant l'invasion coloniale de l'Ukraine par la Russie ?

Le Brésil

Le Brésil pourrait constituer un point de départ intéressant, étant donné que le régime sortant d'extrême droite de Bolsonaro et le gouvernement entrant de gauche molle de Lula se sont tous deux montrés très favorables à Poutine et au point de vue de la Russie. Bolsonaro a toujours été fortement allié à Poutine (et à Trump), y voyant à la fois un allié idéologique et un partenaire commercial important. À la veille de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février, Bolsonaro s'est rendu à Moscou pour déclarer sa « profonde solidarité » avec la Russie ! Alors que son gouvernement s'est contenté de voter la condamnation de l'invasion à l'Assemblée générale, Bolsonaro lui-même a fustigé cette prise de position et affirmé que les Ukrainiens « confiaient le destin d'une nation à un comédien ». Plus tard, le Brésil s'est abstenu lors du vote du Conseil de sécurité de l'ONU en septembre pour condamner les annexions. Pendant ce temps, alors que l'Occident sanctionnait la Russie, les échanges commerciaux entre le Brésil et la Russie ont explosé. Quant à Lula, il a critiqué l'invasion russe mais a affirmé que l'Ukraine était « aussi responsable » que la Russie et qu'elle n'avait pas suffisamment essayé de négocier avec l'agresseur.

Pourtant, selon Morning Consult, « la part des adultes brésiliens ayant une opinion favorable de la Russie a chuté de 38% à 13% depuis la veille de l'invasion de l'Ukraine le 24 février, tandis que la part ayant une opinion défavorable a bondi de 28% à 59% ». Dans le même temps, 62% des Brésiliens se disent du côté de l'Ukraine, contre seulement 6% du côté de la Russie. Ce que cela suggère est tout le contraire de la « pression des masses » – Bolsonaro et Lula, avec des accents idéologiques différents, représentent les points de vue de l'élite dirigeante subimpérialiste des BRICS et la façon dont elle se positionne dans le monde, et pas du tout les points de vue des masses brésiliennes.

Il y a de bonnes raisons de croire que c'est le cas dans toute l'Amérique latine, « malgré » (en raison de ?) les fortes traditions anti-impérialistes dans toute la région. Les opinions favorables à l'égard de la Russie sont plus nombreuses au Mexique qu'au Brésil, mais un sondage réalisé fin février au Mexique a montré que seuls 20% des Mexicains avaient une opinion favorable de Poutine, et 60% une opinion défavorable.

Afrique du Sud

Du Brésil, nous pouvons passer à un autre pilier des BRICS qui s'est abstenu sur les résolutions de l'ONU condamnant la Russie, à savoir l'Afrique du Sud. Pour expliquer le vote de l'Afrique du Sud, presque tous les médias du monde ont souligné les « liens traditionnels » entre le Congrès national africain, qui a mené la lutte contre l'apartheid, et l'Union soviétique, mettant en avant le soutien de cette dernière à la lutte. Peut-être le vote du gouvernement reflète-t-il cet amour populaire pour Moscou en raison de cette lutte historique ? Comme si la Russie de Poutine était l'Union soviétique ; Poutine ne le pense pas. L'Ukraine, bien sûr, faisait aussi partie de l'Union soviétique.

Mais voilà : selon une enquête Gallup réalisée en 2021 (avant l'invasion) auprès d'Africains de 24 pays sur leur attitude à l'égard de la Russie, seuls 30% des Sud-Africains avaient une opinion positive de la Russie, soit l'avant-dernière position sur le continent (la plus basse étant celle de la Zambie). Il est encore plus intéressant de noter que les pays où les gens ont enregistré un soutien moindre aux dirigeants russes se trouvent principalement dans la région de l'Afrique australe, par exemple en Tanzanie (32%), au Zimbabwe (39%), en Namibie (40%) et au Mozambique (41%) – c'est-à-dire tous les pays qui se sont abstenus et qui sont dirigés par des régimes associés aux luttes anticoloniales soutenues par l'Union soviétique dans les années 1970 et 1980, liées à la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Ainsi, là où l'on pourrait s'attendre à un soutien maximal à la Russie sur la base de ce discours « anti-colonial », on observe le soutien le plus faible – à titre de comparaison, le soutien aux dirigeants russes en 2021 se situait largement entre 50 et 70% dans toute l'Afrique de l'Ouest.

Gardez à l'esprit que tous ces chiffres, qu'ils soient élevés ou faibles, datent de 2021 ; des baisses drastiques du soutien à la Russie ont été enregistrées dans toutes les régions du monde depuis février 2022. Gardez cela à l'esprit si 30% vous semble encore élevé. Il convient également de garder à l'esprit que si l'approbation du gouvernement russe était en moyenne plus élevée en Afrique (42%) que dans le reste du monde (33%), elle était néanmoins « inférieure aux taux d'approbation des dirigeants des États-Unis (60%), de la Chine (52%) et de l'Allemagne (49%) » – on ne sait pas trop comment faire entrer la cheville carrée « anti-impérialiste » dans ce trou rond ! Il convient également de noter que même les 42% d'approbation moyenne de la Russie en 2021 ont fortement diminué par rapport aux 57% de 2011, au cours de la décennie où les aventures impérialistes mondiales de la Russie sont devenues plus prononcées ; nous pouvons être sûrs que 2022 n'a pas aidé.

Ces données signifient également que, malgré la moyenne africaine plus élevée, les 30% d'approbation en Afrique du Sud sont inférieurs à la moyenne mondiale de 33%.

Par conséquent, nous devrions probablement tirer la même conclusion pour l'Afrique du Sud que pour le Brésil : loin de représenter les souvenirs « anti-coloniaux » et « anti-apartheid » des masses, le vote du gouvernement ANC représente, une fois de plus, les opinions de l'élite dirigeante sous-impérialiste des BRICS et la façon dont elle se positionne dans le monde. Les classes ouvrières et les pauvres de tous ces pays où les régimes sont désormais proches de la Russie – Afrique du Sud, Zimbabwe, Namibie, Mozambique, etc. – sont brutalement exploités par les classes capitalistes issues de l'ANC, de la ZANU-PF, du Frelimo, de la SWAPO, du MPLA, etc. Ils partagent apparemment peu de points de vue avec les régimes sous-impérialistes sud-africains ou les autres régimes néocoloniaux liés à l'impérialisme sud-africain, russe, chinois – et occidental.

Afrique de l'Ouest et du Nord

Qu'en est-il de l'approbation des dirigeants russes en Afrique de l'Ouest ? Selon Eric Draitser, la Russie a gagné le soutien de certaines parties de l'Afrique de l'Ouest en se déplaçant ces dernières

années et en évinçant l'impérialisme français de son rôle dominant dans cette région. C'est peut-être vrai. Selon l'enquête Gallup, 84% des Maliens font confiance à la Russie en 2021 ; bien que les enquêtes populaires menées sous des dictatures militaires soient très suspectes, il est tout à fait possible que ce chiffre se situe en fait à un niveau plus élevé, peut-être dans la zone plus réaliste des 50-70% (comme en Guinée, au Cameroun, au Congo, au Nigeria, au Burkina Faso, etc.) L'abstention du Mali, de la République centrafricaine (RCA) et de quelques autres États d'Afrique de l'Ouest (Guinée, Togo) représentait-elle l'avant-garde de l'anticolonialisme et ce grand élan de soutien à la Russie en remplacement de la France ?

Le problème lorsqu'un pays impérialiste en remplace un autre, c'est que l'accueil initial peut facilement devenir son opposé lorsque la nouvelle puissance agit de la même manière ou pire. Dans le cas du Mali et de la République centrafricaine (RCA) en particulier, le fait que ce sondage ait été réalisé avant 2022 ne concerne pas seulement l'effondrement mondial du soutien à la Russie suite à son invasion ; il concerne également les dictatures soutenues par la Russie qui montreront leurs crocs horriblement brutaux en 2022.

En novembre dernier, le groupe All Eyes on Wagner a établi un lien entre la force paramilitaire russe Wagner opérant au Mali et au moins 23 incidents de violation des droits de l'homme depuis le coup d'État de 2020, mais les plus grands massacres ont eu lieu en mars 2022, lorsque les militaires maliens, soutenus par Wagner, ont exécuté quelque 300 civils par petits groupes pendant plusieurs jours dans la ville de Moura.

De même, en République centrafricaine (RCA), les mercenaires de Wagner « enrôlés pour contrer les rebelles depuis 2018 ont enlevé, torturé et tué des personnes "sans relâche et en toute impunité" », selon un rapport de l'ONU, qui affirme également qu'une société russe liée à Wagner « a obtenu des licences d'exploitation de mines d'or et de diamants ». Mais une fois de plus, c'est en mars 2022 que la brutalité a atteint son paroxysme, lorsque les mercenaires de Wagner en RCA ont perpétré une série de massacres autour du site d'une mine d'or dans la région d'Andaha, tuant plus de 100 chercheurs d'or du Soudan, du Tchad, du Niger et de la RCA.

Wagner a commencé à opérer en Afrique en 2017, invité initialement par le tyran soudanais Omar al-Bashir, qui a déclaré à Poutine que le Soudan était la « clé de l'Afrique » pour la Russie.

Au Soudan, Wagner a obtenu des concessions d'extraction d'or, et cette activité lucrative s'est ensuite étendue à d'autres pays de la région. Cela a conduit à une concurrence féroce avec l'impérialisme français en Afrique de l'Ouest, mais le besoin d'or de la Russie s'est considérablement accru après l'invasion de l'Ukraine et l'imposition de sanctions occidentales, ce qui a probablement contribué à la recrudescence de la répression violente.

On peut se demander ce que les villageois et les chercheurs d'or massacrés penseraient des affirmations de la gauche occidentale selon lesquelles les votes d'abstention à l'ONU des dictateurs soutenus par la Russie au Mali, en République centrafricaine et au Soudan représentent leurs opinions « anticoloniales », ou simplement les opinions de ces dictateurs qui dirigent les néocolonies russes par l'intermédiaire des pilleurs et des tueurs de Wagner, liés aux nazis ?

Entre-temps, un autre gouvernement s'est abstenu à deux reprises lors de ces votes à l'ONU : celui de l'Éthiopie, qui mène depuis deux ans une guerre génocidaire contre le peuple du Tigré, tuant quelque 600 000 personnes, un crime horrible ignoré par le monde entier. Si son abstention signifie également une orientation pro-russe, est-elle vraiment la voix de la libération anticoloniale ? Alors que le régime bénéficie également des « louanges et du soutien apparemment inconditionnels des États-Unis »… Quelqu'un a-t-il demandé si ses victimes avaient eu un droit de vote sur le vote de leurs assassins à l'ONU ? Et son allié, la dictature érythréenne, que le régime éthiopien a invitée

dans son pays pour l'aider à tuer ses propres citoyens tigréens parce qu'il savait qu'elle le ferait avec vengeance, est le seul État africain à avoir voté contre la résolution de l'ONU en février ; il n'est guère surprenant que le seul pays se déclarant à 100% dans le camp russe soit largement considéré comme l'une des pires dictatures du monde, une dictature personnelle du président Isaias Afewerki, « soumettant sa population à un travail forcé et à une conscription généralisés […], sans élections, sans gouvernement civil indépendant, sans gouvernement de coalition, sans pouvoir législatif, sans organisations indépendantes de la société civile ni médias, et sans système judiciaire indépendant », où des élections n'ont jamais été organisées depuis l'indépendance en 1993.

En fait, même si elle est un peu longue, l'affirmation de cet article de Conversation – selon laquelle la minorité d'États africains qui se sont abstenus de condamner l'invasion ou les annexions russes sont en grande partie des dictatures (à l'exception de l'Afrique du Sud), c'est-à-dire les régimes les plus éloignés de toute pression populaire, et vice versa – n'est pas si éloignée de la vérité. Il y a certes des exceptions – la dictature sanglante d'al-Sisi en Égypte a voté avec la majorité, mais en fait elle se range dans le même camp que ses alliés saoudiens et émiratis, c'est-à-dire qu'elle fait le « on » vote de Washington tout en faisant tout pour maintenir ses liens avec Moscou ; en effet, la construction de la première centrale nucléaire égyptienne par la Russie, prévue de longue date, a démarré en juillet.

Inde

Comme nous le savons, l'Inde de Modi, qui entretient des liens étroits à la fois avec la Russie de Poutine et avec les États-Unis – considérant que son principal rival est la Chine – s'est abstenue de voter sur les résolutions de l'ONU et a maintenu des liens étroits avec la Russie. Pour Modi, il ne s'agit pas seulement des liens traditionnels entre la Russie et l'Inde, de jouer la Russie contre la Chine et, une fois de plus, du positionnement mondial d'une bourgeoisie sous-impérialiste des BRICS, mais aussi – comme avec Bolsonaro au Brésil – d'une question profondément idéologique, le BJP hindou-suprémaciste de Modi étant fortement aligné sur l'internationale d'extrême droite de Poutine.

Iran

Le régime des mollahs en Iran s'est, comme la Chine, constamment abstenu sur les résolutions de l'ONU condamnant la Russie, tout en se gardant de soutenir l'invasion, ce qui va à l'encontre du dogme de l'Iran qui est prétendument contre les invasions (après son expérience d'être envahi par l'Irak), en particulier lorsqu'elles impliquent de « grandes puissances », en raison de sa propre expérience d'être sanctionné par les États-Unis. Nous pouvons laisser de côté l'hypocrisie évidente – c'est-à-dire les interventions massives de l'Iran en Irak et surtout en Syrie, soutenant le régime génocidaire d'Assad – parce que cela est « expliqué » comme une « défense de la Syrie », alors qu'une invasion flagrante ne peut pas être expliquée de cette manière.

Contrairement à la Chine, cependant, l'Iran s'est impliqué plus directement aux côtés de la Russie dans le massacre des civils ukrainiens en fournissant des drones tueurs à la Russie.

La position de l'Iran peut-elle être expliquée comme un reflet de la « conscience anti-impérialiste » des masses iraniennes due à des décennies de brimades américaines ? En d'autres termes, la position de la mollahcratie exsangue reflète-t-elle les opinions des Iraniens ordinaires, tels que les jeunes et les femmes qui sont descendus dans la rue pendant des mois pour protester contre la dictature réactionnaire, et que le régime a abattus et pendus ? Quelle est la probabilité d'une telle idée, du moins pour quiconque possède un soupçon d'analyse de classe ?

Il semble que ce ne soit pas le cas. Selon un sondage réalisé en juin-juillet auprès de 1014 personnes

par le Center for International and Security Studies at Maryland (CISSM) et IranPoll, depuis le début de l'invasion russe, les opinions favorables à l'égard de la Russie sont passées d'une légère majorité de 56% à une minorité de 40%, tandis que les opinions défavorables à l'égard de la Russie ont bondi de 42% à 57%, dont 32% qui ont désormais une « opinion très défavorable ». Cela ne doit pas être considéré comme une contradiction avec le fait que la grande majorité des personnes interrogées continuent d'avoir une opinion très défavorable des États-Unis. Alors que 28% des personnes interrogées ont déclaré que la Russie avait agi en état de légitime défense, le double d'entre elles, soit une nette majorité de 55%, ont déclaré que la Russie violait le principe selon lequel aucun pays ne doit en envahir un autre. En ce qui concerne la responsabilité de la guerre, la Russie et l'Occident sont à peu près sur un pied d'égalité, tandis que très peu de personnes accusent l'Ukraine.

L'intervention de l'Iran par le biais de drones tueurs gagne donc la masse de l'opinion iranienne et a même donné lieu à des critiques de haut niveau, trente-cinq anciens diplomates iraniens ayant lancé un appel pour que l'Iran déclare sa neutralité, et critiquant vivement cette intervention. L'Iran lui-même affirme que les drones utilisés par la Russie ont été envoyés avant le début de la guerre et qu'il n'a pas envoyé de nouveaux drones depuis – quelle que soit la vérité, cela montre à quel point la position réelle de l'Iran est embarrassante.

Loin de représenter « l'opinion populaire anti-impérialiste », l'intervention pro-russe de l'Iran est une stratégie à haut risque adoptée par une puissance sous-impériale. Comme l'Arabie saoudite, la Turquie, l'Égypte, l'Indonésie et l'Argentine, l'Iran est un État candidat des BRICS, et il opère dans ce cadre de rivalité sous-impériale. L'Iran espère faire basculer la Russie de son côté dans sa guerre de l'ombre avec Israël en Syrie ; depuis des années, la Russie, qui exploite le système antiaérien d'Assad, permet à Israël de bombarder les positions de l'Iran et du Hezbollah tant qu'il évite de frapper le régime syrien. De son côté, la Russie, en acceptant les drones iraniens, risque de faire évoluer Israël vers une position pro-ukrainienne.

Or, à ce jour, aucun de ces changements n'a eu lieu. Au contraire, invoquant ses besoins militaires en Ukraine, la Russie a retiré son système antiaérien S-300 de Syrie en août, laissant apparemment le terrain encore plus ouvert aux bombes israéliennes, tout en exigeant que les forces iraniennes quittent l'ouest de la Syrie (c'est-à-dire le côté le plus proche d'Israël). Toutefois, les bombardements israéliens ont nettement diminué ces derniers mois, depuis la signature de l'accord de démarcation du gaz méditerranéen avec un gouvernement libanais comprenant le Hezbollah. Et il n'y a pas encore de signe de changement dans la position israélienne, Israël s'étant abstenu sur une résolution de l'ONU demandant des réparations russes à l'Ukraine, et l'Ukraine ayant voté en faveur de résolutions anti-israéliennes et pro-palestiniennes de l'ONU un nombre incalculable de fois ces derniers temps.

Quoi qu'il en soit, cet intéressant positionnement géopolitique sub-impérial n'a manifestement rien à voir avec les opinions des ennemis du régime iranien, c'est-à-dire de son peuple, de ceux qui sont abattus dans les rues.

Palestine

La Palestine est un pays où l'on pourrait s'attendre à ce que l'hypocrisie omniprésente des gouvernements occidentaux soit si écrasante qu'une majorité pourrait adopter une position pro-russe simplement par dépit quelque peu justifié. Bien qu'une telle position ne soit pas justifiée, elle serait quelque peu compréhensible et difficile à critiquer pour la plupart des pays du monde sans s'engager davantage dans l'hypocrisie la plus totale. Elle serait d'autant plus compréhensible que le président ukrainien Zelensky a fait des déclarations pro-israéliennes écœurantes, qui paraissent d'autant plus pathétiques qu'Israël refuse catégoriquement de prêter main-forte à l'Ukraine.

Aussi, lorsque nous lisons que, dans un sondage réalisé par le Centre palestinien pour l'opinion publique en avril, le chiffre élevé de 32,3% des Palestiniens estimait que la Russie avait le droit d'envahir le pays, nous ne sommes peut-être pas surpris. Cependant, le problème est qu'un plus grand nombre – 40,2 % – pensent que « la Russie mène une guerre injuste contre son voisin ». Le sondage a été réalisé auprès de 1014 Palestiniens vivant en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et dans la bande de Gaza. En d'autres termes, bien que les gouvernements occidentaux qui soutiennent l'Ukraine avec une multitude d'armes de pointe pour résister à l'invasion illégale et barbare de la Russie, préfèrent condamner tout acte de résistance palestinienne justifié contre l'occupation illégale et barbare d'Israël et au contraire armer Israël jusqu'aux dents et donner une couverture diplomatique à ses violations les plus flagrantes, l'humanité de la lutte anticoloniale de la Palestine transparaît suffisamment pour que la plus grande partie de la population s'identifie à une autre victime d'une guerre similaire de dépossession et d'extermination coloniales. Les forces de gauche occidentales doivent se rappeler que les Palestiniens sont des personnes, et pas seulement leur « projet » ; ils sont tout aussi capables que d'autres personnes de peser des questions complexes.

Après tout, le régime nationaliste blanc de Poutine n'est pas exactement un grand ami des Palestiniens, Poutine ayant déclaré de manière célèbre « Je soutiens la lutte d'Israël » lors de la guerre éclair menée par Israël en 2014 dans le cadre de l'opération Bordure protectrice contre Gaza, qui a tué plus de 2 300 Palestiniens tandis que quelque 11 000 ont été blessés, dont 3 374 enfants, parmi lesquels plus de 1 000 sont restés handicapés de manière permanente. Depuis que la Russie a commencé à bombarder par la terreur les civils syriens pour sauver Assad en 2015, Poutine et le Premier ministre israélien et chef du Likoud, l'extrémiste sioniste Benjamin Netanyahou, n'ont jamais cessé d'avoir des réunions de haut niveau – Netanyahou a rencontré Poutine plus que n'importe quel autre dirigeant mondial. En 2018, Netanyahou était l'un des deux seuls dirigeants mondiaux à se tenir à côté de Poutine sur la place Rouge pour commémorer le 73e anniversaire de la défaite soviétique contre l'Allemagne nazie, aux côtés d'Alexander Vucic de Serbie. Benjamin Netanyahou a même produit un panneau d'affichage massif le montrant aux côtés de Vladimir Poutine pour les élections de 2019.

Si l'**Irlande** n'est pas considérée de manière conventionnelle comme faisant partie du « Sud global », elle est après tout une ancienne colonie, pendant des centaines d'années, de la Grande-Bretagne – en effet, le contrôle britannique actuel de l'Ulster peut être comparé aux « républiques » de Donetsk et de Luhansk découpées dans l'Ukraine par son ancien maître colonial.

Le Sinn-Fein, le plus grand parti d'Irlande, fort de son histoire de résistance au colonialisme britannique, a déclaré son soutien sans équivoque à la résistance de l'Ukraine au colonialisme russe lors de son Ard Fheis (congrès) du 5 novembre 2022, déclarant que l'Ard Fheis « condamne sans équivoque toute forme d'impérialisme ou d'agression coloniale ; nous nous opposons au déni de l'autodétermination nationale et à toutes les violations de la souveraineté nationale dans le monde entier, sans exception ; nous affirmons que la règle du droit international doit être soulignée et renforcée, dans le respect de l'exercice de l'autodétermination nationale, de la souveraineté et de la démocratie dans toutes les nations ». Le Sinn Fein exige donc :
– la cessation totale de la guerre en Ukraine ;
– la restauration complète de la souveraineté nationale de l'Ukraine ;
– le retrait immédiat de toutes les forces armées russes ;
– le maintien de toutes les sanctions politiques ou économiques jusqu'à ce que ces objectifs soient atteints.

Le vote démocratique du Sinn Fein semble plus représentatif des opinions d'un peuple anciennement colonisé que les abstentions du régime violemment chauvin de Modi en Inde, de son rival le Pakistan, de l'État chinois à parti unique qui procède à l'assimilation forcée d'un million de personnes dans sa colonie intérieure du Xinjiang, des mollahs iraniens sanguinaires qui abattent

actuellement le soulèvement mené par les femmes, des dictatures brutales soutenues par Wagner au Mali et en République centrafricaine et d'autres encore. Il convient également de noter que « l'orateur principal de l'Ard Fheis était Omar Bargouthi, l'un des fondateurs du mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), que le Sinn Fein soutient », en d'autres termes, le Sinn Fein est cohérent dans son approche.

Le Sinn Fein a également « condamné sans équivoque l'annexion illégale de quatre régions d'Ukraine par la Russie », la qualifiant de « violation flagrante du droit international ».

Commentaire sur les enquêtes mondiales

Ce qui précède repose sur une variété quelque peu éclectique d'enquêtes nationales ou supranationales et il est difficile d'en garantir le degré de validité et de fiabilité sans effectuer des recherches beaucoup plus approfondies. Toutefois, il est difficile de trouver de meilleures données provisoires, et certainement aucune qui suggère une vague de soutien à la Russie et à son invasion, dans le Sud global ou ailleurs. En dépit de leurs différences significatives, tous les sondages indiquent que des majorités dans le monde condamnent l'invasion russe, sont favorables à l'Ukraine et ont une assez mauvaise opinion de la Russie ; ils indiquent également tous très clairement que, quelle que soit la situation avant 2022, l'approbation de la Russie et de Poutine s'est effondrée partout dans le monde depuis l'invasion.

Ces résultats sont également confirmés par des enquêtes mondiales. Par exemple, une enquête de l'Open Society menée dans 22 pays en juillet et août auprès de 21 000 personnes, dont les deux tiers vivent dans les pays du Sud, a révélé un « soutien fort et généralisé » à l'opinion selon laquelle la paix exige que la Russie « se retire de toutes les parties du territoire ukrainien qu'elle contrôle actuellement ». Dans presque tous les pays, des majorités se sont prononcées en ce sens, à l'exception du Sénégal (46%), de l'Inde (44%), de l'Indonésie (30%) et de la Serbie (12%). Parmi les pays les plus favorables à ce point de vue figurent le Kenya (81%), le Nigeria (71%), le Brésil (68%), la Colombie (67%) – tous plus élevés que les États-Unis, le Japon, la France et l'Allemagne – et l'Afrique du Sud (59%). Toute différence entre les populations du Nord et du Sud était totalement absente.

Une enquête Ipsos réalisée en mars et avril auprès de 19 000 personnes dans 27 pays a fourni un contraste partiel, mais elle ne portait pas tant sur les attitudes que sur les mesures à prendre, avec des questions relatives aux sanctions, à l'« implication militaire », à une « action » non spécifiée, à l'accueil des réfugiés ukrainiens et ainsi de suite. Dans ce cas, il n'est pas surprenant que l'Europe et, dans une moindre mesure, les États-Unis soient les plus favorables à une certaine forme d'action. Après tout, la guerre en Ukraine se déroule en Europe et les pays occidentaux peuvent évidemment mieux se permettre d'apporter un soutien militaire et de supporter l'impact des sanctions que les pays plus pauvres. Cependant, ce qui a brouillé l'argument « anti-impérialiste » dans ce cas, c'est que les pays où le plus grand nombre s'est opposé à toute forme d'« action » ou d'« ingérence » comprenaient la Hongrie, l'État européen dirigé par le gouvernement d'extrême droite d'Orban, Israël, largement considéré comme un avant-poste extrême de l'impérialisme occidental, la monarchie saoudienne, souvent considérée (un peu à tort) comme un régime client des États-Unis non reconstruit, et la Turquie, un membre de l'OTAN. En effet, l'affirmation selon laquelle « ne rien faire en Ukraine encouragera la Russie à entreprendre de nouvelles actions militaires » a reçu le soutien le plus faible parmi les 27 pays en Israël et en Hongrie, les seuls pays ayant voté à moins de 50% pour ce point de vue (contre 71% en Inde, par exemple). La réalité peut s'avérer assez difficile pour la « pensée » campiste.

Le sous-impérialisme

[…] Ce que ces pays et gouvernements ont en commun – la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Iran, la Turquie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et Israël – c'est leur nature subimpérialiste (ou, dans certains cas, impérialiste). Loin que leurs positions sur la guerre reflètent une quelconque conscience « anticoloniale » de leurs peuples (ou qu'elles reflètent leurs peuples opprimés et exploités), elles reflètent plutôt le positionnement géopolitique, leur position de négociation mondiale, entre les impérialismes américain, européen, russe et chinois, profitant de la guerre pour affirmer leurs propres intérêts sous-impériaux, leur influence et leurs conquêtes régionales, et leur domination oppressive sur les colonies internes et locales.

Patrick Bond, Ana Garcia, Miguel Borba décrivent les puissances « sub-impériales » comme « caractérisées par la super-exploitation de leurs classes ouvrières, des relations prédatrices concernant leur hinterland, et une collaboration (bien que tendue) avec l'impérialisme, notamment en tant qu'intermédiaires dans le transfert à la fois des valeurs du travail excédentaire et des « dons gratuits de la nature » (échange écologique inégal) du Sud vers le Nord. » Bond cite John Smith selon lequel « les économies dépendantes comme le Brésil cherchent à compenser la fuite des richesses vers les centres impérialistes en développant leurs propres relations d'exploitation avec des économies voisines encore plus sous-développées et périphériques », et David Harvey qui note que « chaque centre d'accumulation de capital en développement a cherché des repères spatio-temporels systématiques pour son propre capital excédentaire en définissant des sphères d'influence territoriales ».

Mais en essayant de se tailler de telles « sphères d'influence territoriales », leur collaboration avec les puissances impérialistes mondiales sera également ponctuée d'épisodes de concurrence, car leurs aspirations d'exploitation mineures entrent parfois en conflit avec les besoins d'exploitation des plus grandes puissances mondiales. Cette « collaboration tendue » avec l'impérialisme a été qualifiée de « coopération antagoniste » par le théoricien de la dépendance Ruy Mauro Marini. Selon Harvey, l'ouverture du marché mondial « a créé des ouvertures » pour de nouveaux grands États régionaux « qui se sont insérés dans l'économie mondiale ». Mais « ils sont ensuite devenus des concurrents sur la scène mondiale ». Il est important de noter que le fait de devenir des concurrents (partiels) ne les rend en aucun cas « anti-impérialistes ». Au contraire, ces grands centres de pouvoir économique et militaire au sein du Sud ont « des aspirations à suivre les précédents expansionnistes occidentaux, en utilisant les instruments du pouvoir multilatéral (orienté vers les entreprises) ».

Il n'est pas surprenant qu'un moment de crise mondiale tel que celui inauguré par l'invasion de l'Ukraine par la Russie soit précisément le moment idéal pour une large série de puissances sous-impériales de s'affirmer, de se positionner, d'utiliser la crise pour améliorer leur position de négociation par rapport à l'impérialisme américain et européen – même ceux qui sont le plus souvent considérés comme des « alliés occidentaux » – et, en même temps, avec l'impérialisme russe maintenant décrépit, et aussi chinois globalement ascendant ; un moment où tous sont sous pression pour conclure une sorte d'accord pour les mettre de leur côté.

Bien qu'il ne s'agisse pas du dernier mot sur les causes de l'abstention et/ou de la neutralité effective ou même de l'orientation pro-russe d'un grand nombre de classes dirigeantes puissantes du Sud global, c'est une bien meilleure explication que celle qui tente de revendiquer les vastes milliards de personnes du Sud global comme leur projet « anticolonial », en alléguant qu'ils sont une masse de plusieurs milliards de personnes à la pensée de groupe. Dans ce scénario alternatif, les élites dirigeantes, responsables de la « super-exploitation » de ces classes ouvrières et des peuples des « économies voisines encore plus sous-développées et périphériques », ne font que refléter la conscience prétendument « anticoloniale » de ceux qu'ils oppriment et exploitent, et qui, à leur tour,

soutiennent naturellement cette position globale de leurs oppresseurs et de leurs exploiteurs. Comme nous l'avons vu, cette position est non seulement intrinsèquement illogique et en conflit avec le concept le plus élémentaire d'analyse de classe, mais elle est également en contradiction avec la plupart des preuves empiriques de l'opinion populaire dans le Sud.

Michael Karadjis

P.-S.

• Publié par Syrian Revolution Commentary and Analysis, 13 janvier 2023, https://mkaradjis.com

Publié dans Les Cahiers de l'antidote : Soutien à l'Ukraine résistante (Volume 19) : https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2023/05/02/les-cahiers-de-lantidote-soutien-a-lukraine-resistante-volume-19/

Pour les liens et sources, se reporter à la version originale en anglais de cet article : https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article65336

• Michael Karadjis : Enseignant en sciences sociales à l'université de Sydney, il est membre de Syria Solidarity Australia.